# La jeunesse espagnole n'en peut plus de vivre chez papa-maman.

*Internacional | 25-12-2006 | 23:01*

(Le Monde) Daniel Jiménez a 27 ans, un diplôme, un emploi dans une grande entreprise d'études de marché, un salaire, une compagne, mais, en Espagne, cela n'est pas toujours suffisant pour avoir un logement. Faute de moyens, il vit donc chez papa-maman et, parce qu'il ne s'en satisfait pas, il a manifesté, samedi 23 décembre, à Madrid. Rafael Pastor a 33 ans, un diplôme, un emploi, un salaire et, avec sa fiancée rencontrée il y a dix ans, il vient de s'endetter sur cinquante ans pour acquérir un logement et quitter enfin le toit parental. Comme il trouve ce temps long, il a manifesté, samedi, à Barcelone.

Ce jour-là, les jeunes en mal de logement étaient invités à se rassembler sur les places des grandes villes espagnoles. L'appel, diffusé sur Internet, était relayé par un réseau d'associations et de collectifs qui, ces derniers mois, ont décidé de se mobiliser contre l'une des plaies de la jeunesse espagnole : au pays du boom immobilier, il est devenu difficile, car cher, de se loger.

C'est l'un des paradoxes espagnols. Le pays construit chaque année, à lui seul, plus de logements que la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne réunies. Cette année encore, 800 000 nouveaux biens auront été mis sur le marché. Depuis la seconde moitié des années 1990, le mouvement est tel que, désormais, l'Espagne est le pays d'Europe où l'on compte le plus grand nombre de logements par habitant - plus d'un pour deux.

Pourtant, trouver un logement est devenu un casse-tête pour les primo-accédants. Cela tient d'abord à une particularité locale : l'étroitesse du marché locatif. La règle, c'est d'être propriétaire de son logement, comme le sont 85 % des Espagnols. Seuls, ou presque, louent un appartement les étrangers en séjour temporaire, les immigrants fraîchement arrivés, les étudiants suffisamment aisés pour se le permettre ou les jeunes salariés contraints, faute de mieux, de partager une location.

Ensuite, l'effort soutenu de construction n'a pas empêché la hausse des prix de l'immobilier. Sous l'effet conjugué de la spéculation et des incitations fiscales, en dix ans, ils se sont accrus de 180 %. Or les salaires n'ont pas suivi, loin de là. En outre, dans un pays où un tiers des salariés ont un

contrat de travail temporaire, les jeunes sont particulièrement concernés : c'est le cas de la moitié des 18-34 ans.

Conséquence, de nombreux jeunes et moins jeunes - ceux qui ne sont pas encore propriétaires - éprouvent les plus grandes difficultés, aujourd'hui, à se loger. A Madrid, explique Mario Cuéllar, membre de l'Assemblée pour un logement digne, "on ne trouve pas de location à moins de 650 euros. Or le salaire minimum est de 550 euros. Comment faire ?" Faute de location, ils doivent attendre, chez leurs parents, d'être en mesure de contracter un emprunt. La récente hausse des taux d'intérêt complique encore leur tâche, d'autant que quatre prêts sur cinq sont à taux variables.

Souvent, les jeunes, mêmes diplômés, doivent se contenter d'emplois rémunérés entre 800 à 1 000 euros, au point d'avoir été surnommés la "génération des milleuristes". "Avec mon salaire d'à peine 800 euros, me parler d'acheter, c'est comme me parler d'aller dans Saturne", grince Daniel Jiménez.

Le Conseil de la jeunesse d'Espagne, organisme officiel, a calculé qu'en moyenne un Espagnol de moins de 35 ans qui achète un logement doit y consacrer 64 % de ses revenus, 40 % dans le cas d'un couple. Cette estimation n'a cessé d'augmenter depuis deux ans et demi : fin 2003 elle était respectivement de 40 % et 30 %. Certaines zones sont plus touchées : un jeune Madrilène qui veut acheter un appartement dans sa région doit y consacrer 80 % de son salaire (46,5 % pour un couple), contre 60 % fin 2003. Devant cet effet de ciseaux, les banques concèdent maintenant des prêts sur cinquante ans.

Dans ces conditions, les jeunes tardent à s'émanciper du foyer parental : "Nous mûrissons plus tard. On nous condamne à une jeunesse qui nous semble éternelle", déplore Mario Cuéllar. Selon le Conseil de la jeunesse, alors même que le nombre de jeunes ayant un emploi n'a jamais été aussi élevé (68,7 % des 18-34 ans, près de 80 % de la classe d'âge à partir de 25 ans), seuls 43,5 % d'entre eux ont quitté le logement familial, y compris dans la tranche d'âge 25-29 ans. 26 % des 30-34 ans vivent encore chez leurs parents.

En mai, un premier appel à se rassembler, dont on ignore encore qui en a eu l'initiative, avait parcouru Internet. Pour protester contre la difficulté à se loger, plusieurs milliers de jeunes avaient convergé à la Puerta del Sol, à Madrid. Depuis, l'initiative s'est répétée, une "assemblée horizontale et ouverte" s'est dessinée et ses participants ont formulé des revendications, comme la mise sur le marché locatif, au besoin par des mesures coercitives, des logements vacants, qu'ils chiffrent à trois millions - un rapport du ministère de l'environnement les a évalués à plus de deux millions. Le gouvernement autonome de Catalogne prépare d'ailleurs un projet de loi en ce sens.

Fuente: Loste
Autor: Loste